



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4925>

En Europe, 354 organisations de droits de l'Homme, associations religieuses, syndicats et partis politiques demandent à l'UE de défendre leur droit au BDS



Date de mise en ligne : vendredi 20 mai 2015

- BDS - Les actions BDS -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Communiqué de presse : 18 mai

Plus de 300 organisations de défense des droits de l'Homme et de la solidarité, associations religieuses, syndicats et partis politiques de toute l'Europe ont appelé l'UE à observer ses responsabilités juridiques et à tenir Israël pour responsable de ses violations des lois internationales et à défendre le droit des individus et des institutions à prendre part au mouvement dirigé par les Palestiniens de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour la justice et l'égalité.



Les signataires de la lettre demandent à La commission européenne de « présenter les lignes directrices sur les droits de l'Homme garantissant la liberté d'expression et le droit de boycotter et d'utiliser tous les autres moyens dont vous disposez pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte pour défendre les droits fondamentaux ».

Faute d'arriver à stopper la croissance du mouvement BDS, Israël a lancé une attaque sans précédent contre le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens.

L'imposante liste de 354 signataires comprend : Transform ! Europe - réseau européen de 28 organisations européennes de 19 pays, le Congrès des Syndicats Irlandais, la Fédération Unie des Syndicats Norvégiens, le Parti

de Gauche en France, Podemos en Espagne, l'Entraide Religieuse de Norvège, la branche flamande d'Oxfam en Belgique, la principale coalition d'ONGs belges CNDD 11.11.11, Défense des Enfants en Belgique, Greenpeace en Allemagne, le mouvement international catholique pour la paix Pax Christi en Belgique, et la principale ONG catholique française Terre Solidaire.

Voyez ici [la lettre et la liste complète des signataires](#) .

A la demande d'Israël, des gouvernements européens, dont le Royaume Uni et la France, introduisent une législation anti-démocratique et prennent des mesures répressives pour saper le mouvement BDS. En France, une militante a été arrêtée simplement parce qu'elle portait un t-shirt BDS.

L'envoyé spécial de l'UE en Israël a récemment été critiqué pour avoir participé à une conférence anti-BDS à Jérusalem où des ministres du gouvernement israélien ont proféré des menaces contre les militants BDS.

Israël a également infligé une interdiction de voyager au cofondateur du mouvement BDS Omar Barghouti, après que des menaces à peine voilées de violence physique eussent été lancées contre lui par des ministres du gouvernement israélien, ce qui a poussé Amnesty International à exprimer son inquiétude « pour la sécurité et la liberté du défenseur des droits fondamentaux des Palestiniens Omar Barghouti ».

La répression de l'État d'Israël contre les défenseurs des droits de l'Homme et le mouvement BDS a pour but de le protéger contre sa mise en cause pour ses violations de la législation internationale. Israël s'est vanté ouvertement d'espionner les militants BDS dans tous les pays.

Riya Hassan, Responsable des Campagnes Européennes pour le Comité National BDS Palestinien, la plus large coalition d'organisations palestiniennes qui dirige et soutient le mouvement BDS, a dit :

« Plutôt que d'aider Israël dans sa répression contre le mouvement BDS, il est temps pour l'UE de faire face à ses obligations envers la législation internationale et de tenir Israël pour responsable de ses violations de la législation internationale. L'UE doit défendre le droit des citoyens européens, palestiniens et israéliens de défendre les droits de l'Homme et de prendre part au mouvement non-violent BDS. »

Aneta Jerska, coordinatrice de la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP), l'une des organisations signataires du communiqué, a dit :

« C'est encourageant de voir tant d'organisations de la société civile européenne et de ses organismes représentatifs déclarer publiquement leur soutien au droit de participer au mouvement BDS qui vise à rendre Israël responsable de ses violations de la législation internationale et des droits de l'Homme.

« Cela montre avec force que l'opinion publique européenne considère de plus en plus BDS comme une manifestation de la liberté d'expression. Nous continuerons à nous battre pour mettre fin à l'injuste système d'oppression d'Israël sur le peuple palestinien. »

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [ECCP](#)